La Grande Dépression et la fusion de 1932

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

La banque sous le régime du currency board

Les banques chinoises opéraient dans un système monétaire qui ne leur offrait aucune protection. Sous le régime du currency board (caisse d'émission), la monnaie locale ne pouvait exister que si elle était intégralement couverte par des réserves en livres sterling. Le currency board émettait des billets en échange de livres sterling et ne pouvait ni prêter aux banques ni les surveiller. Huff qualifie ce dispositif de version extrême de l'étalon-or classique, dans laquelle un déficit de la balance des paiements se traduisait immédiatement par une contraction de la masse monétaire. En Malaisie britannique, la base monétaire se contracta de près de moitié entre 1919 et 1922, puis d'un tiers dans les deux années qui suivirent la fin de 1929.[1]

Les banques de change européennes (exchange banks) pouvaient se replier sur leur siège à Londres ou à Hong Kong, qui avait accès aux marchés du crédit de gros et pouvait jouer le rôle de banque centrale pour ses succursales. Les banques chinoises ne pouvaient compter que sur leurs propres ressources. Elles conservaient donc normalement environ la moitié de leurs dépôts sous forme liquide et plaçaient ces fonds auprès des banques européennes. Huff en conclut qu'à peu près la moitié des

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

capitaux mobilisés par les banques chinoises finissait en simples liquidités.[2] Une telle prudence protégeait les déposants en temps ordinaire. Elle maintenait aussi les banques dans une petite taille et transférait une part de l'épargne locale aux établissements européens avec lesquels elles étaient en concurrence.

La crise en Malaisie britannique

La Grande Dépression frappa la Malaisie britannique avec une force exceptionnelle. Ses termes de l'échange furent plus que divisés par deux entre 1925 et 1929, puis de nouveau plus que divisés par deux en 1932, tandis que son taux de change réel fit plus que doubler entre 1929 et 1932, ce qui, selon la définition de Huff, signale une forte dévaluation réelle. Dans l'indice de Huff (base 100 en 1929), les termes de l'échange s'établissaient à 244,2 en 1925 et à 47,1 en 1932.[3] Plantations d'hévéas, petits exploitants, commerçants et fabricants dépendant de leur pouvoir d'achat souffrirent tous ensemble.

Les banques chinoises furent prises dans la détresse générale. Leurs dépôts, qui s'élevaient à 37,0 millions de dollars des Détroits (Straits dollars) à la fin de 1929, diminuèrent de près d'un cinquième jusqu'en 1932, tandis que leurs actifs reculaient de 22 % sur la même période. En 1966, l'économiste S. Y. Lee observait que pratiquement toutes les banques chinoises locales, ainsi que certaines banques étrangères, avaient connu des difficultés financières.[4]

La livre sterling abandonne l'or

Le coup décisif vint des marchés des changes. Lorsque la Grande-Bretagne abandonna l'étalon-or en septembre 1931, le currency board entraîna le dollar des Détroits dans son sillage. Les Indes néerlandaises, liées au florin, et Hong Kong, à l'étalon-argent, ne dévaluèrent pas avec la livre. Les succursales de la Ho Hong Bank et de l'Oversea-Chinese Bank dans ces territoires avaient reçu des dépôts en monnaie locale et les avaient largement convertis en dollars des Détroits. Lorsque le dollar des Détroits chuta face au florin et au dollar de Hong Kong, leurs engagements dépassèrent leurs actifs.[5]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Les pertes étaient considérables au regard des fonds propres des banques. Une histoire de la banque en Malaisie évalue les pertes de change de la Ho Hong Bank après 1930 à plus de 2 millions de dollars. Les déposants réagirent rapidement : entre la fin de 1931 et le milieu de 1932, les dépôts de la Ho Hong Bank diminuèrent de moitié, ceux de l'Oversea-Chinese Bank de 30 %. L'Oversea-Chinese Bank subit en outre une ruée sur son agence de Rangoun. Huff qualifie les positions de change non couvertes d'erreur élémentaire, aggravée par les retraits que provoqua la nouvelle des pertes.[6]

L'exposition à Tan Kah Kee

Une seconde faiblesse se trouvait dans les portefeuilles de prêts. Les trois banques hokkiens avaient toutes prêté massivement à un seul emprunteur, Tan Kah Kee, magnat du caoutchouc et industriel dont les entreprises lui avaient valu le surnom de « Henry Ford de la Malaisie ». Arrivé à Singapour en 1890, Tan avait bâti un conglomérat de plantations d'hévéas, d'usines, d'immobilier et de transport maritime. En 1931, la contraction de la demande en Malaisie britannique et sur les marchés asiatiques vers lesquels ses sociétés exportaient avait plongé ses activités industrielles dans de graves difficultés, tandis que la chute des cours du caoutchouc réduisait la valeur de ses plantations.[7]

Cette concentration était le produit même de la banque dialectale. Tan était le dirigeant hokkien le plus en vue de sa génération, lié par mariage et par les affaires aux administrateurs des banques. Lee Kong Chian, vice-président de la Chinese Commercial Bank, était entré dans la société de Tan en 1915 et avait épousé sa fille en 1920. Chaque banque connaissait bien Tan en tant que personne, mais aucune ne voyait l'ensemble de son endettement. Yap Pheng Geck, banquier de l'époque, se souvint plus tard que ce n'est qu'en 1931 que les banques locales découvrirent qu'elles avaient, collectivement, trop prêté à Tan.[8] La confiance personnelle indiquait aux banquiers si Tan était honnête. Seule une vue de l'ensemble de son bilan aurait pu leur dire combien il devait à tous les autres.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

La fusion

La réponse de la communauté hokkien fut le regroupement. L'Oversea-Chinese Bank, incapable de se maintenir à flot seule, proposa un rapprochement avec la Ho Hong Bank. La Chinese Commercial Bank, plus solide, fut ensuite associée au projet. L'histoire officielle d'OCBC attribue la direction de la fusion à Lee Kong Chian, alors vice-président de la Chinese Commercial Bank, tandis qu'un autre récit confie le rôle principal à Tan Ean Kiam, de l'Oversea-Chinese Bank. L'annonce publique invoquait le souhait commun des administrateurs et des actionnaires. En réalité, deux des trois banques étaient en grande difficulté.[9]

La nouvelle Oversea-Chinese Banking Corporation fut constituée le 31 octobre 1932 avec un capital libéré de 10 millions de dollars. La National Library indique un capital autorisé de 40 millions de dollars.[10] Les sources divergent sur les étapes suivantes. Un récit date l'accord de fusion du 14 décembre 1932 et l'absorption de la Ho Hong du 31 décembre 1932, tandis que le début des activités est situé au 2 janvier 1933 par une source et en février 1933 par une autre.[11] La lecture la plus plausible est que la société fut constituée en octobre, que le transfert des activités fut convenu en décembre et que la banque fusionnée ouvrit ses portes au début de 1933.

La nouvelle banque fut dirigée par les hommes qui avaient bâti les trois banques hokkiens. Lee Kong Chian en devint vice-président en 1932 et président en 1938, fonction qu'il occupa jusqu'à peu avant sa mort en 1967 (selon un autre récit, jusqu'à sa mort). Le jeune Tan Chin Tuan, employé puis secrétaire adjoint de la Chinese Commercial Bank, fut nommé directeur de la banque fusionnée en 1933. Il prit également en charge l'Eastern Realty Company, une filiale qui gérait les biens immobiliers hypothéqués au profit de la banque.[12] Le détail est révélateur, car une part considérable des actifs de la banque fusionnée consistait en biens repris à des emprunteurs qui ne pouvaient plus payer. La banque avait besoin d'une structure spécialisée pour les gérer jusqu'au redressement des valeurs.

La fusion modifia aussi la relation entre la banque et les empires d'affaires de ses fondateurs. Lim Peng Siang, dont le groupe Ho Hong s'étendait au transport maritime, au riz, aux huileries et au ciment, vendit ses intérêts maritimes à la Straits Steamship Company en 1931 pour 900 000 dollars des Détroits et utilisa le produit

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

de la vente pour réorganiser ses huileries. Sa cimenterie d'Ulu Pandan, ouverte en 1918 au prix d'un investissement de plus d'un million de dollars des Détroits, ferma en 1932. En 1936, il vendit la majeure partie des actions de la Ho Hong Steamship Company à OCBC.[13] Cette séquence montre comment la Grande Dépression fit disparaître l'ancien modèle du groupe marchand doté de sa propre banque. La banque devint l'institution la plus forte et, dans certains cas, la propriétaire de ce qui restait des affaires de ses fondateurs.

Une banque sans prêteur en dernier ressort

Selon l'analyse de Huff, un régulateur capable de suivre les positions de change des banques et leur exposition totale aux grands emprunteurs aurait probablement pu empêcher ce qui devint un quasi-effondrement systémique de la banque chinoise en Malaisie britannique. Il relève aussi un paradoxe. Les importantes réserves que les banques chinoises conservaient en l'absence de banque centrale en tenaient partiellement lieu. Une seule banque chinoise de Malaisie et des Philippines fit totalement faillite pendant la Grande Dépression.[14] La fusion elle-même fut une opération privée de prêteur en dernier ressort. La banque la plus saine et les dirigeants de la communauté absorbèrent les pertes des banques les plus faibles, afin qu'aucune ruée des déposants ne puisse faire tomber l'ensemble du système bancaire hokkien.

L'État colonial ne donna pas suite à la crise par une loi bancaire. La Malaisie britannique choisit une voie prudente de réformes du currency board et n'introduisit une réglementation bancaire effective que dans les années 1950.[15] Le chapitre V de la partie C retrace le chemin qui mène de ces réformes à la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière).

Notes

1. W. G. Huff, « Currency Boards and Chinese Banking Development », 2003, p. 3 : la monnaie locale à haute puissance n'existait que si elle était couverte à 100 % par des réserves en devises ; les currency boards « could not act as a lender

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

of last resort, nor did they regulate the banking system » et « amounted to an extreme version of the classical gold standard » ; W. G. Huff, « Currency Boards and Chinese Banking Development », 2003, p. 4 : la base monétaire « contracted by almost a half between 1919 and 1922 and by a third in the two years beginning at the end of 1929 ». ↩

2. W. G. Huff, « Currency Boards and Chinese Banking Development », 2003, p. 9 : chaque banque chinoise ne pouvait compter que sur ses propres ressources ; les banques chinoises « normally kept 50 per cent of their deposits liquid and in Malaya deposited these with European banks », lesquelles avaient accès à un marché extérieur du crédit de gros ; W. G. Huff, « Currency Boards and Chinese Banking Development », 2003, p. 9 : « Something like half of the finance mobilized by Chinese banks ended up as no more than liquidity. ». ↩

3. W. G. Huff, « Currency Boards and Chinese Banking Development », 2003, p. 11 : les termes de l'échange de la Malaisie britannique « more than halved between 1925 and 1929 and by 1932 had more than halved again » ; « Between 1929 and 1932 Malaya's real exchange rate more than doubled », la hausse du taux de change réel indiquant « a real devaluation » ; W. G. Huff, « Currency Boards and Chinese Banking Development », 2003, tableau 1, p. 20 : termes de l'échange de la Malaisie britannique (1929 = 100) : 244,2 en 1925, 47,1 en 1932. ↩

4. W. G. Huff, « Currency Boards and Chinese Banking Development », 2003, tableau 2, p. 21 (dépôts des banques constituées dans les Établissements des Détroits, 37,0 millions de dollars des Détroits en 1929 ; indice 81,6 en 1932) et p. 6 et 13 (les dépôts diminuèrent « by almost a fifth » de 1929 à 1932 ; les actifs « declined by fully 22 per cent », citant B. K. Short, « Indigenous banking in an early period of development: the Straits Settlements, 1914–1940 », *Malayan Economic Review*, vol. 16, 1971, p. 62) ; W. G. Huff, « Currency Boards and Chinese Banking Development », 2003, p. 13, citant S. Y. Lee, « The development of commercial banking in Singapore and the states of Malaya », *Malayan Economic Review*, vol. 11, 1966, p. 89 : « practically all the local Chinese banks as well as some overseas banks were in financial difficulty ». ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

5. W. G. Huff, « Currency Boards and Chinese Banking Development », 2003, p. 13–14 : « In September 1931, when Britain left the gold standard, so too, under the currency board system, did Malaya. But Indonesia, linked to the guilder, and Hong Kong, on the silver standard, did not devalue along with Britain. » ; W. G. Huff, « Currency Boards and Chinese Banking Development », 2003, p. 14 : les succursales « had taken deposits in Hong Kong and Indonesian currency but apparently converted these mostly into Straits dollars », de sorte que l'abandon de l'or « left them with greater liabilities than assets ». ↩

6. Saran Singh, « A Brief History of Banks in the Straits Settlements and Malaysia 1840–1986 (Part II) », 2011 : la Ho Hong Bank perdit plus de 2 millions de dollars en opérations de change après 1930 ; W. G. Huff, « Currency Boards and Chinese Banking Development », 2003, p. 13–14 : « Between the end of 1931 and mid-1932 deposits in the Ho Hong Bank halved and in the Oversea-Chinese Bank fell by 30 per cent » ; l'Oversea-Chinese Bank « experienced a run on its Rangoon office » (citant Short, 1971) ; W. G. Huff, « Currency Boards and Chinese Banking Development », 2003, p. 14 : « The Chinese banks' unhedged foreign exchange portfolios were an elementary mistake. ». ↩

7. W. G. Huff, « Currency Boards and Chinese Banking Development », 2003, p. 14 : « all three Chinese banks had lent heavily to a single borrower, Tan Kah Kee », magnat du caoutchouc suffisamment actif dans l'industrie « to be called the 'Henry Ford of Malaya' » ; Wikipedia, « Tan Kah Kee » (consulté en novembre 2026) : né le 21 octobre 1874 à Jimei (Fujian) ; installé à Singapour en 1890 ; a bâti un conglomérat de plantations d'hévéas, d'industrie, d'immobilier et de transport maritime ; mort le 12 août 1961 ; W. G. Huff, « Currency Boards and Chinese Banking Development », 2003, p. 14 : en 1931, la contraction de la demande montrait clairement que l'empire industriel de Tan « was in serious trouble », tandis que la faiblesse des cours du caoutchouc réduisait la valeur de ses plantations. ↩

8. Wikipedia, « Lee Kong Chian » (consulté en novembre 2026) : né le 18 octobre 1893 à Nan'an (Fujian) ; entré dans la société de Tan Kah Kee en 1915 ; épouse la fille de Tan, Tan Ai Leh, en 1920 ; vice-président de la Chinese

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Commercial Bank ; vice-président d'OCBC à partir de 1932 et président à partir de 1938 ; mort le 2 juin 1967 ; W. G. Huff, « Currency Boards and Chinese Banking Development », 2003, p. 14, citant Yap Pheng Geck, *Scholar, Banker, Gentleman Soldier*, 1982, p. 31 : « The local [Chinese] banks found that collectively, they had lent him [Tan] too much ». ↩

9. OCBC, « Milestones » (ocbc.com, consulté en novembre 2026) : en 1932, les trois banques prédécesseurs fusionnèrent pendant la Grande Dépression, « with Lee Kong Chian leading the amalgamation » ; Wikipedia, « OCBC Bank » (consulté en novembre 2026) : Lee Kong Chian joua un rôle central ; Tan Ean Kiam, cofondateur et administrateur délégué de l'Oversea-Chinese Bank, dirigea la fusion ; W. G. Huff, « Currency Boards and Chinese Banking Development », 2003, p. 13 : bien que la déclaration publique « referred to merger and the 'mutual desire of directors and shareholders', in fact two of the three banks were in considerable distress ». ↩

10. National Library Board, Singapore Infopedia, « Oversea-Chinese Banking Corporation » (SIP_2018-04-04_094138) : constituée le 31 octobre 1932 avec un capital autorisé de 40 millions de dollars des Détroits et un capital libéré de 10 millions de dollars des Détroits ; accord de fusion signé le 14 décembre 1932 ; début des activités le 2 janvier 1933. ↩

11. Wikipedia, « OCBC Bank » (consulté en novembre 2026) : les trois banques fusionnèrent le 31 octobre 1932 ; Saran Singh, « A Brief History of Banks in the Straits Settlements and Malaysia 1840–1986 (Part II) », 2011 : capital libéré de la nouvelle banque 10 000 000 de dollars ; Saran Singh, « A Brief History of Banks in the Straits Settlements and Malaysia 1840–1986 (Part II) », 2011 : accord de fusion du 14 décembre 1932 ; absorption de la Ho Hong par OCBC le 31 décembre 1932 ; Wikipedia, « Ho Hong Bank » (consulté en novembre 2026) : OCBC commença à fonctionner le 2 janvier 1933 ; Wikipedia, « OCBC Bank » (consulté en novembre 2026) : la banque commença ses activités en février 1933. ↩

12. Wikipedia, « OCBC Bank » (consulté en novembre 2026) : Lee Kong Chian fut vice-président à partir de 1932 et président de 1938 jusqu'à peu avant sa mort en 1967 ; Wikipedia, « Lee Kong Chian » (consulté en novembre 2026) :

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

président de 1938 jusqu'à sa mort ; ISEAS, « Biographical Notes: Tan Chin Tuan (1908–2005) », 2023, p. 1 : en septembre 1926, Tan était secrétaire adjoint de la Chinese Commercial Bank ; en 1933, il fut choisi comme directeur d'OCBC à la suite de la fusion ; il supervisait l'Eastern Realty Company Limited, filiale d'OCBC qui gérait les biens hypothéqués au profit de la banque. ↩

13. Wikipedia, « Lim Peng Siang » (consulté en novembre 2026) : la Ho Hong Portland Cement Works ouvrit à Ulu Pandan en 1918 au prix d'un investissement de plus d'un million de dollars des Détroits et ferma en 1932 ; en 1931, il vendit ses intérêts maritimes à la Straits Steamship Company pour 900 000 dollars des Détroits et réorganisa les Ho Hong Oil Mills ; en 1936, il vendit la majeure partie des actions de la Ho Hong Steamship Company Ltd. à l'Oversea Chinese Banking Corporation. ↩

14. W. G. Huff, « Currency Boards and Chinese Banking Development », 2003, p. 14–15 : un régulateur « would have been able to monitor the banks' foreign exchange positions and have had a knowledge of their loan portfolios as a whole », ce qui aurait probablement pu prévenir « a near systemic collapse in Malaya's Chinese banking sector » ; W. G. Huff, « Currency Boards and Chinese Banking Development », 2003, p. 13 : l'importance des réserves traduit une réponse prudente en l'absence de banque centrale ; « In the 1930s depression only one of the Malayan and Philippines Chinese banks failed entirely ». ↩

15. W. G. Huff, « Currency Boards and Chinese Banking Development », 2003, p. 17–18 : après la guerre, la Malaisie britannique suivit « a more cautious … policy of reforms in the 1950s to the currency board system and introduction of effective regulatory measures » (citant P. J. Drake, *Financial Development in Malaya and Singapore*, 1969, p. 69–72). ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com